



LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

**IL Y A 15 ANS
LÉON TROTSKY
TOMBAIT ASSASSINÉ**

(page 7)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Pour renforcer et généraliser dans tout le Pays les mouvements de Saint-Nazaire et Nantes

- Pour la suppression des zones de salaires, l'augmentation générale des salaires et les 40 heures payées 48.
- Pour le rappel du contingent d'Algérie et la démobilisation de tous les rappelés.
- Contre la répression et les massacres en Afrique du Nord.

C'est la perspective du Pouvoir Proletarien qu'il faut ouvrir C'est un Gouvernement P.C.F. P.S. qu'il faut instaurer

En août 1953, un mouvement ouvrier d'une ampleur dépassant les prévisions les plus optimistes, secouait le gouvernement du gros capitaliste Laniel ; de larges couches de la paysannerie et de la petite bourgeoisie française apportaient leur soutien actif aux travailleurs, mais les organisations de la classe ouvrière, PCF et PS, n'ont mis en avant aucun mot d'ordre tendant à renverser ce gouvernement honni. Laniel est resté et des centaines de militants ouvriers, plus particulièrement des militants du PCF, ont senti qu'encore une fois le coche avait été loupé !

En juin 1954, l'impérialisme français vaincu à Dien-Bien-Phu par le peuple viet-namien capitulait précipitamment. Laniel tombait. Mais encore une fois les grandes organisations ouvrières restaient muettes et ne savaient qu'apporter leurs voix à Mendès France, providence du capitalisme.

AUJOURD'HUI, L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET SON GOUVERNEMENT SE TROUVENT DANS UNE SITUATION PIRE QU'EN AOÛT 1953, PIRE QU'EN JUIN 1954.

Les mouvements ouvriers en France, l'explosion nord-africaine se conjuguent et annoncent un assaut d'une force inégalée contre le régime.

Les capitalistes sont pessimistes et ont peur. Ceux qu'ils oppriment prennent de plus en plus conscience de leur force : EN AFRIQUE DU NORD, LA REPRESSION RENFORCE LES MAQUIS ; EN FRANCE, LES TRAVAILLEURS REPONDENT PAR L'ACTION DIRECTE AUX TERGIVERSATIONS PATRONALES.

L. PERIER. (Suite en dernière page)

La tâche numéro 1 du Proletariat de France et de ses Organisations c'est :

**Faire cesser la répression et la guerre en Afrique du Nord
Et leurs prolongations contre les Travailleurs Nord-Africains en France**

Les événements sanglants d'Afrique du Nord suscitent les plus grandes inquiétudes et une sourde colère dans toutes les couches populaires. Pendant que les opérations de police se multiplient contre les travailleurs Nord-Africains en France, les jeunes rappelés à l'armée partent chaque jour **POUR LA GUERRE**.

Le mouvement ouvrier français qui est un des plus puissants et mieux organisés, où les larges couches sont foncièrement hostiles à toute manifestation colonialiste, peut faire stopper net l'action que développe l'impérialisme à l'encontre des peuples d'Afrique du Nord et à son encontre même.

Il possède d'immenses moyens de faire entendre sa protestation et sa volonté, avec l'aide des puissantes organisations politiques et syndicales qu'il a chargées de défendre ses intérêts.

Les grandes organisations ouvrières françaises encourront une grande responsabilité devant l'histoire si elles ne se décident pas à tout mettre en œuvre pour faire cesser les horribles crimes du colonialisme et accorder toute leur aide aux aspirations d'émancipation des peuples nord-africains.

Ce n'est que le 2 septembre que le PCF s'est décidé à proposer au PS l'action commune « contre l'envoi des soldats en Afrique du Nord, contre la répression, pour la négociation. »

Les militants des grandes organisations ouvrières

ne doivent tolérer aucun retard supplémentaire dans l'action commune contre la politique colonialiste en Afrique du Nord.

DES PAROLES AUX ACTES

IL FAUT IMMEDIATEMENT QUE SE CONSTITUE UN COMITE NATIONAL CONTRE LA REPRESSION COLONIALISTE EN AFRIQUE DU NORD ET EN FRANCE. DANS LES QUARTIERS OUVRIERS OU NOS FRERES ALGERIENS SONT TRAQUES PAR LA POLICE. LES TRAVAILLEURS FRANCAIS SE FERONT UN HONNEUR DE PORTER SECOURS A LEURS FRERES.

Différer plus longtemps une telle action, c'est permettre à l'impérialisme de gagner du temps, un temps qu'il n'utilisera pas seulement contre les peuples d'Afrique du Nord, mais contre les travailleurs en lutte dans toute la France.

L'appel du PC du 2 septembre n'a été suivi d'aucune campagne systématique de la part de ce parti. C'est sans relâche, chaque jour, que cette campagne doit être faite. Sans attendre, dans tous les secteurs, entreprises, localités, régions, le plus large front des militants de tous horizons, de toutes les organisations doit prendre forme et organiser l'action.

Le Bureau Politique du PCI

LA RÉVOLUTION NORD-AFRICAINE

AU terme de ce sanglant mois d'août, un bilan s'impose. L'armée couvre d'un épais rideau de silence le champ de ses atrocités. Des informations partielles ont seulement réussies à percer à ce jour. Elles indiquent déjà l'étendue du massacre. Le nombre des tués s'élève vraisemblablement à près de 10.000. Au Maroc aussi bien que dans le Constantinois, la répression, aveugle et féroce, s'est abattue sans discernement sur la population entière. Le musulman : voilà l'ennemi ! On le pourchasse sans merci, on l'arrête, on le maltraite quand on ne l'abat pas purement et simplement.

« La responsabilité collective » a acquis droit de cité, figure maintenant largement dans les communiqués officiels qui annoncent froidement qu'une dizaine de villages ont été rasés entièrement, sur ordre établi d'en haut. Les canons, l'aviation sont intervenus, semant massivement la ruine et la mort, pour arrêter l'élan libérateur de tout un peuple. L'hystérie raciste d'un général Rime-Bruneau qui ose écrire : « Les extrémistes d'Afrique du Nord ne sont pas dignes d'être traités en homme. Ce sont des bêtes à abattre. Leur association de malfaiteurs doivent être mises sans délais hors la loi et traquées comme des loups. Ils doivent être châtiés de telle façon que les enfants de leurs enfants en frémissent encore dans cinquante ans », ne fait que répondre en écho aux exclamations, officielles celles-là, du général Franchi commandant de la région de Casablanca, à l'adresse des tribus d'Oued Zem : « Vous vous êtes conduits comme des chacals puants ; ma justice sera terrible » et à celles du général Boyer de Latour devant les ouvriers des mines de Kouribga : « Vous êtes des misérables et des fous. Vous vous êtes conduits comme des femmes saoules ».

Les généraux se sentent à l'aise ; ils se croient revenus à la belle époque des conquêtes coloniales. Ce n'est pas tous les jours que s'offre à eux l'occasion de se couvrir de gloire, relativement à bon marché. Il ne leur faut rien moins qu'un nouveau Dien-Bien-Phu pour entendre raison. Mais il ne s'écoulera pas huit ans en Afrique du Nord pour aboutir à un tel résultat. Les mesures actuelles de mobilisation des « disponibles » de la classe 53/2 et le maintien sous les drapeaux des jeunes libérables le mois prochain -- soit près de 200.000 hommes -- indiquent déjà le soulèvement des peuples nord-africains ne se trouvant qu'à ses débuts, que la situation de l'impérialisme français est désespérée. Combien de classes faudrait-il mobiliser si le mouvement venait à se généraliser en Afrique du Nord par suite des mesures à contre-temps qui constituent autant de provocations de la part du gouvernement ?

Sans compter qu'une série de mesures de mobilisation successives pour une cause réactionnaire et impopulaire par excellence recèle un facteur de désagrégation intérieur d'un autre ordre, singulièrement explosif.

LA BOURGEOISIE IRA D'AVENTURE EN AVENTURE

Une des leçons de ce mois d'août c'est l'extraordinaire paralysie de la bourgeoisie, déchirée par ses dissensions, ses contradictions internes qui permettent toujours aux « lobbys », aux intérêts particuliers d'un groupe financier, de neutraliser une politique plus conforme aux intérêts généraux du capitalisme. Est-il besoin d'une démonstration plus éblouissante de l'état de décomposition avancée de ce régime et de son incapacité à surmonter ses contradictions ? Les convulsions ridicules du gouvernement Faure-Pinay qui aborde la grande politique au moyen de maquignonnage et de la petite cuisine, ne soulignent-elles pas l'urgence de balayer ce gouvernement et ce régime infect, sous peine de s'acheminer aux pires catastrophes.

Car ce gouvernement et ce régime ne peuvent qu'aller d'aventure en aventure en Afrique du Nord. Tout en étant persuadé de la nécessité

d'opérer un repli stratégique qui a déjà été ébauché en Tunisie. Ce gouvernement et ce régime ne peuvent se résoudre à passer outre à la résistance « sudiste » qui ne doit être brisée ni même heurtée de face. Une évidente conjonction et solidarité de classe conduira tout gouvernement capitaliste à composer avec les « sudistes » au dépens d'une solution tant soit peu viable des problèmes. C'est une des sources essentielles des éternels contretemps de la politique impérialiste et de ses aventures répétées. Le déplacement massif du rapport des forces en faveur des peuples opprimés et des défaits qui en découlent pour l'impérialisme arrivent seuls à briser ce beau mécanisme.

Ce sont cette fois les masses nord-africaines qui ont fait les frais des sordides marchandages au sein d'une bourgeoisie en plein désarroi. Le replâtrage de la majorité gouvernementale dix fois menacée d'éclatement, s'est fait avec le sang des peuples algériens et marocains. La petite cuisine d'Edgar Faure a eu pour effet immédiat un grand massacre à défaut d'autres résultats.

EDGAR FAURE N'OBÉIT QU'AUX SUDISTES

« Au Maroc, le temps c'est du sang », aurait déclaré Grandval devant les ministres réunis. Il n'était personne pour l'ignorer. Mais la survie de la combinaison ministérielle et l'injonction de quelques banques ont pesé plus lourd dans la balance. Les mesures à prendre pour éviter l'effusion de sang au 20 août étaient simples et connues de tout le monde.

Les « sudistes » de Paris, regroupés autour de leur organe de combat « L'Aurore », dont les attaches financières sont un secret de polichinelle, eurent vite fait de mettre en échec ce plan. E. Faure céda sans retard, déclarant sans gêne qu'il refusait de s'incliner devant le diktat d'une date. La provocation à l'égard du peuple marocain était patente : c'était une invitation caractérisée à l'épreuve de force. C'était si net que d'importants renforts furent acheminés en hâte et un imposant dispositif mis en place dans toutes les villes du Maroc. Les résistants prolétariens de Casablanca refusèrent de tomber dans le piège. L'incendie s'alluma où on l'attendait le moins.

La comédie d'Aix-les-Bains ne servit qu'à amuser la galerie en meublant le temps perdu. Les données étaient bien claires et les positions bien connues. Les consultations protocolaires étaient parfaitement superflues ; elles cachaient mal la retraite devant les « sudistes ». C'est si vrai que l'on se trouvait aussi peu avancé après Aix-les-Bains qu'auparavant.

A ce petit jeu qui serait risible s'il n'était en même temps aussi meurtrier, l'impérialisme français joue, certes, plus sûrement perdant chaque jour. Ses fausses manœuvres, ses combines cousues de fil blanc, ses retards, ses tergiversations criminelles, son étroitesse d'esprit approfondissent le gouffre à une allure vertigineuse.

La démonstration a été faite en même temps à satiété, que ce gouvernement réactionnaire, ni d'ailleurs aucun autre gouvernement capitaliste, ne peut nous sortir du cycle infernal des répressions et des guerres coloniales.

LA MATURATION DE LA RÉVOLUTION NORD-AFRICAINE

Les événements nord-africains demeurent incompris pour une bonne part dans la mesure où l'on se refuse à reconnaître qu'il s'agit d'une authentique révolution qui embrasse chaque jour des masses plus nombreuses et des couches plus profondes.

Le fait le plus important de ce mois d'août, le plus grave de conséquences, est sans doute le murissement révolutionnaire considérable qui s'est manifesté au Maroc aussi bien qu'en Algérie. Le vaste mouvement revendicatif qui

s'amorce en Tunisie témoigne que le processus dans ce pays va de pair avec le restant du Maghreb.

Les plus clairvoyants des reporters de la grande presse ne s'y trompent pas et relèvent les signes caractéristiques de la grande vague de fond. Il ne faut pourtant pas demander aux augures de la politique bourgeoise de reconnaître la véritable nature de ce mouvement. Ce serait souligner à la fois le caractère intégralement réactionnaire de l'intervention des troupes françaises et la situation désespérée de la domination impérialiste. Les combattants nord-africains resteront pour la bourgeoisie et ses valets de la plume « éclairés » des « rebelles » et des « hors-la-loi ». Ce qui n'empêchera pas, du reste, la révolution nord-africaine de progresser et de remporter de nouveaux succès.

Il est plus surprenant de voir les partis ouvriers, P.C.F. et S.F.I.O. minimiser l'évolution nord-africaine en passant à côté de son caractère profondément révolutionnaire qui s'affirme avec une clarté croissante. L'un et l'autre de ces partis n'entend reconnaître d'autre révolution que celle qui est en tous points conforme à l'idée qu'il veut bien s'en faire ou qui s'effectue sous sa coupe. En dépit des grandes différences politiques entre ces deux partis, l'un et l'autre considère plus ou moins l'Afrique du Nord comme un théâtre annexe, subordonné. Les solutions mises en avant par eux repoussent la politique de force de l'impérialisme, mais procèdent davantage d'une politique bourgeoise « intelligente », « prévoyante », que d'une optique véritablement révolutionnaire, prolétarienne.

Il est stupéfiant de constater, au terme de ce mois d'août, combien la carence de ces partis s'accroît parallèlement au murissement de la révolution nord-africaine. Ils donnent infailliblement l'impression de reculer, effrayés par la nature explosive des problèmes en suspens, y compris par l'aggravation soudaine de la crise de l'impérialisme qui frise la catastrophe.

UN CHAINON DE LA GRANDE VAGUE D'EMANCIPATION MONDIALE

Les mouvements en cours en Afrique du Nord s'intègrent dans la vaste chaîne des révolutions coloniales qui secouent le monde capitaliste depuis la dernière guerre. C'est précisément ce qui leur confère leur puissance irrésistible. Aucune force militaire ne pourra conserver enchaînés les peuples du Maghreb si proches de l'Occident, alors que l'indépendance a été octroyée à des dizaines de pays dans les contrées les plus éloignées des centres de la civilisation.

Dien-Bien-Phu a rapproché aussi le terme de la domination impérialiste au Maghreb. Les partisans algériens s'inspirent de cet exemple et il s'avère que les tribus de Khénifra et du Moyen-Atlas dont sont principalement issus les Fabors marocains qui ont combattu au Vietnam, ont été particulièrement remués par la relation des victoires de l'armée populaire vietnamienne.

L'aspiration nationaliste qui s'exprime au premier chef dans le mouvement des masses du Maghreb n'enlève rien du caractère révolutionnaire de ce mouvement. Pas plus, d'ailleurs, que l'entrée en action des tribus primitives du Moyen-Atlas. La nature arriérée de la Chine n'a pas empêchée à ses grandes masses retardées d'accomplir une des plus grande révolutions de l'histoire.

La revendication de l'indépendance nationale est brandie en avant comme la condition première d'un changement indispensable des conditions d'existence. Elle est conçue, clairement ou obscurément selon le cas, comme un point de départ nécessaire pour œuvrer à une émancipation complète. La puissance du mouvement et son caractère essentiellement populaire, voire prolétarien est une garantie qu'il ne s'arrêtera pas à moitié chemin.

C. HENRY.

(Suite page 8)

DEPLACEMENT RADICAL
DU RAPPORT DES FORCES

L'éclairé Jacques Soustelle eut à peine terminé sa déclaration qui se félicitait de l'amélioration constante de la situation algérienne qu'éclatèrent les attaques de grand style dans tout le Nord-Constantinois, du 20 août.

D'un coup, la situation algérienne s'est brutalement détériorée au point de soulever les plus graves inquiétudes dans le camp impérialiste.

Le développement pris par les maquis algériens en un peu plus de 9 mois est saisissant. L'appel en renfort de 15 bataillons est plus éloquent et plus véridique que tous les communiqués officiels. Les troupes françaises d'Algérie sont sur le point d'atteindre les effectifs du corps expéditionnaire d'Indochine au moment de la guerre.

Par son action du 20 août, le maquis recherchait en particulier à augmenter son armement pour faire face à son recrutement intensif. La répression collective animée par les colons armés qui se livraient à la chasse aux Arabes, comme en 1945, a cette fois une énorme portée. La population musulmane ne se sentant plus en sécurité dans ces villes et villages que les troupes colonialistes risquent d'investir ou de raser à la première occasion, s'est déplacée massivement vers des régions moins accessibles.

La répression collective a forgé la solidarité indissoluble des grandes masses avec les maquis. La situation s'est transformée d'une manière qualitative. Les maquis algériens connaissent depuis le 20 août un afflux de masses semblable à celui qui rejoignit la résistance française au moment de la réquisition des jeunes pour le travail forcé en Allemagne.

Tous les envois de renforts seront désormais impuissants à contenir un mouvement populaire devenu irrésistible. L'organisation et la combativité des partisans algériens ont progressé simultanément. Ces progrès sont dus surtout à l'expérience des militants de base et des cadres, moyens éprouvés du mouvement nationaliste qui forment l'ossature des maquis algériens.

La politique impérialiste continue à osciller entre la thèse de l'extermination massive préconisée par les colons et la répression sans pitié assortie de réformes mises en avant par les personnages éclairés. C'est dire que l'impasse reste totale.

La démarche assez énergique des élus musulmans, créatures dociles de l'Administration à ce jour, rappelle singulièrement les surenchères des Baodaïstes et témoigne en même temps de la transformation irrévocable des rapports de force en Algérie.

AU MAROC

La Résistance Populaire
bouleverse toutes les manœuvres

Ce que l'on s'est ingénié à présenter comme l'action « terroriste » individuelle de quelques éléments isolés, exaltés, apparaît comme un mouvement de résistance de masse extrêmement profond. C'est une révolution dans la vie politique du Maroc qui prélude à de vastes bouleversements dans la structure du pays. Aux partis nationalistes étroitement tenus en mains par la riche bourgeoisie indigène s'est substitué à la faveur de la terreur et de la clandestinité un mouvement de masses qui rappelle par certains traits la structure de la résistance française, avec la différence que l'initiative et la direction en revient essentiellement aux éléments prolétariens de Casablanca. Le prolétariat casablancais constitue l'avant-garde du combat.

Cette avant-garde a organisé des manifestations de masses remarquablement organisées lors de l'arrivée de Grandval. La participation des femmes au premier rang de la lutte atteste la profondeur du bouleversement en cours.

L'Istiqlal ne parvient pas à prendre le contrôle de ce mouvement qui exige, en particulier, avec intransigeance, le retour sur le trône du Sultan

exilé. Le poids du mouvement a pesé en réalité considérablement dans le cours des laborieuses négociations entre le gouvernement et les dirigeants nationalistes traditionnels, sans que nul n'ose l'avouer.

Un tract collectif des organisations de résistance a condamné très énergiquement la négociation d'un compromis qui autorise l'éloignement du Sultan déposé par une « bande de ministrables ambitieux ».

Le prolétariat marocain de Casablanca a réussi à gagner à sa cause les « supplétifs » des tribus montagnardes acheminés sur la cité au début de 1954 pour y faire régner la terreur. Si bien que lorsque le Glaoui appela à la rescousse 500 hommes des tribus en juillet dernier

pour rétablir « l'ordre » à Marakech, une partie de ceux-ci arrivèrent en acclamant le nom du Sultan Ben Youssef. Il fallait les renvoyer chez eux séance tenante.

Les sudistes sont venus rapidement à bout de Grandval sans qu'Edgar Faure ait encore obtenu le départ du Ben Arafa de service. Nul frein n'est opposé à l'activité impudente des « sudistes » largement représentés au gouvernement. Les faux-pas et les petites manœuvres se prolongent. Le temps passe à vide. Les tergiversations et reniements successifs constituent autant de provocations à l'adresse du peuple marocain. L'éventualité de nouvelles grandes explosions populaires, d'une nouvelle vague de répression féroce se précise de jour en jour.

La lutte anti-colonialiste est inséparable
d'une politique révolutionnaire

Rarement un gouvernement aussi couvert de sang, aussi méprisé et aussi impopulaire n'a subi des attaques si peu virulentes de la part des partis de l'opposition. Les sombres machinations se passaient en famille au sein de la majorité gouvernementale, sans que l'opposition manifestât le moins du monde. Au point que Marcel Fourrier s'en indigna dans « Libération » du 12 août et s'écria : « Cela ne peut plus durer. Qu'attend donc la gauche pour se montrer et pour agir ? S'il y a une équivoque Edgar Faure, il est temps d'y mettre fin ».

Le Parti socialiste ne daigna sortir de sa torpeur que dans les derniers jours d'août, pour aller s'entretenir avec E. Faure. Le PCF et « L'Humanité » jurent d'une discrétion et d'une modération affligeante. Depuis le dernier Comité central, le vent a tourné du mauvais côté. Il suffit de comparer « L'Humanité » de mai à « L'Humanité » d'août. Dans la semaine fatidique du 12 août, c'est le quotidien qui se passionne le moins pour le problème marocain. Au lendemain du 12, il feint d'ignorer la vaste provocation montée par Edgar Faure. « L'Humanité Dimanche » du 14 est presque entièrement consacrée « à la partie de campagne de Boulganine ». La veille du crime, le 18 août, Léon Feix commence son éditorial intitulé « Des signatures pour Genève » en ces termes idylliques : « On respire mieux depuis la Conférence de Genève. C'est un fait indéniable et parfaitement justifié ».

Au Maroc on respirait plutôt plus mal, ainsi qu'en Algérie. L'optimisme de commande de L. Feix n'a pas dû y être apprécié à sa juste valeur.

« Servir l'intérêt national »...

Mais que penser des déclarations du PCF depuis le 20 août et de son action ? On aurait pu penser que la première action de la classe ouvrière devait viser à balayer le gouvernement des fusilleurs qui lâche ses CRS contre les travailleurs de Saint-Nazaire et de Nantes et fait massacrer les Nord-Africains par milliers. Non seulement il n'en est pas question, mais le PCF promet encore à l'avance à ce gouvernement, dans la question du 10 août, l'appui des suffrages communistes pour un compromis bâtard sur la question marocaine. Autrement dit, le PCF fait confiance à ce gouvernement pour régler le problème marocain. Il exerce sa pression afin que le gouvernement ne se dérobe pas à cette tâche.

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu,

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. 30 à 19 h. 30

le samedi, toute l'après-midi

Les appels aux travailleurs pour passer à l'action contre le gouvernement sont formulés en termes généraux et ne sont suivis d'aucune action organisée.

Enfin, la solution proposée par le PCF, tant pour le Maroc que pour l'Algérie, est une solution bourgeoise dans le cadre de l'Etat capitaliste qui doit préserver « l'intérêt national » de la France.

Le souci que la lutte anti-colonialiste ne prenne une tournure révolutionnaire dans la métropole transpire à travers la littérature du PCF. C'est que ses dirigeants sentent parfaitement l'accentuation brutale de la crise de l'impérialisme depuis le 20 août. Leur préoccupation consiste dans un pareil moment à éviter une offensive prolétarienne de grande envergure qui balayerait le gouvernement et créerait une situation révolutionnaire.

C'est dans « l'intérêt national » de la France impérialiste qu'il faut faire cesser la politique de terreur, expose Florimond Bonte. Cela paraît étrange, mais c'est véridique. La politique chauvine retrouve toute sa vigueur. « La politique de Terreur est une politique anti-nationale », dit F. Bonte. Il poursuit :

« Elle ne peut, en effet, qu'approfondir et élargir le gouffre, déjà béant entre les peuples d'Afrique et la France, favoriser les manœuvres des impérialistes américains et anglais, faire le jeu de Franco et réjouir la clique militariste de l'Allemagne occidentale ».

La devise des communistes était naguère, à l'exemple de Karl Liebknecht, « l'ennemi est chez nous ». A l'inverse, il semble aujourd'hui qu'il faille combattre tous les autres impérialismes, sauf le sien auquel on refuse d'asséner le coup de grâce alors qu'il devient chancelant.

Le combat anti-impérialiste ne se mène pas à moitié.

L'incroyable carence des partis ouvriers en cette période cruciale, l'acrobatie quotidienne à laquelle ils se livrent en protestant contre la terreur et les exactions colonialistes, tout en se refusant d'engager une action efficace de grande envergure n'est déconcertante qu'à première vue. La lutte anti-impérialiste est un test infaillible. Ce n'est pas par hasard qu'elle figurait en bonne place dans les 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste du temps de Lénine.

L'opportunisme le plus léger devient trahison sur le plan de la lutte anti-colonialiste. Le soutien effectif des peuples colonisés doit se solder par la défaite du gouvernement impérialiste et du capitaliste. Hors de là, tout est bavardage et il n'y a pas de combat anti-colonialiste.

Une véritable solidarité avec les peuples nord-africains implique une perspective et une politique réellement révolutionnaire en rapport avec les conditions actuelles de la situation française. La défaillance des grands partis ouvriers dans un pareil moment ne peut manquer d'apparaître aux militants les plus avancés de ces partis.

Vive la lutte héroïque des travailleurs de Nantes

Toute la classe ouvrière aura applaudi aux magnifiques mouvements de Saint-Nazaire, de Nantes, du Saut du Tarn et, plus particulièrement, elle aura ressenti avec fierté l'audace des travailleurs en lutte, leur démonstration de force, la façon dont, coup par coup, ils ont riposté aux forces de police.

Car c'est une leçon des grèves d'aujourd'hui. Dès que les travailleurs ont formulé leurs revendications, ils ne veulent plus que ça traîne. Partout le même processus s'est reproduit. Les travailleurs ont commencé par occuper les usines, puis ils ont défilé dans les rues.

Chaque fois, ils ont ainsi suscité l'intérêt de la population et entraîné d'autres corporations dans la lutte.

Chaque fois ils se sont trouvés plus nombreux, leurs revendications étant celles de tous. Les débrayages de solidarité sont venus renforcer leurs rangs.

Chaque fois ils ont exigé l'ouverture immédiate de pourparlers avec les directions patronales et imposé que leurs délégués soient reçus.

Chaque fois ils ont exigé une réponse rapide des délégations patronales à leurs revendications. Ils ne veulent plus de délais et, au besoin, ils busculent les délégués patronaux pour hâter leurs décisions.

Chaque fois ils ont riposté contre l'utilisation des CRS, faisant preuve d'un saine réflexe et d'une conscience de classe admirable.

Les pavés et les boulons qui volent, des dizaines de CRS blessés et des centaines « momentanément indisposés ».

Tout cela a mis du baume dans le cœur de tout travailleur !

UN DESAVEU HONTEUX

Pourquoi, au plus fort de la lutte, alors que les ouvriers de Nantes tendaient à délivrer leurs camarades en prison, alors que voyant leur jeune camarade tombé sous les balles des CRS les ouvriers de Nantes tentaient de s'armer pour le venger, pourquoi Etienne Fajon lançait-il l'anathème sur leur magnifique riposte ?

C'est avec indignation que les travailleurs ont appris qu'ils étaient taxés de provocateurs, et ceci de la plume d'un dirigeant du Parti Communiste.

Est-ce que les ouvriers doivent comprendre que lorsqu'ils riposent sur la police, qu'ils ne se laisseront pas abattre les mains vides, ils seront des provocateurs ?

Qui sont les provocateurs ? Les CRS qui tirent sur les travailleurs ou ceux-ci qui se défendent ? Il n'est pas permis d'équivoque là-dessus.

Tant il est vrai que la moindre manifestation des ouvriers attire la répression de la police : c'est une provocation de manifester dans la rue, de se défendre !

Ce gouvernement et ces patrons ont trop pris l'habitude, depuis qu'on a fait « rendre les armes » aux ouvriers de 1945, de régler tous les conflits par l'emploi de la force.

Les ouvriers l'ont amère de devoir toujours rendre les armes. Quand ils se sentent forts, nombreux, qu'on leur tire dessus et qu'ils voient leurs camarades tomber sur le pavé, alors ils deviennent violents et c'est une ignominie de reprendre la thèse du préfet Rix sur l'existence de provocateurs et d'un complot. C'est une ignominie de rejeter la responsabilité de la répression policière sur une fraction de la classe ouvrière, partant, de la dénoncer à la répression.

Même si on examine de près la thèse de la provocation, rien ne tient debout : les ouvriers ont tenté de s'emparer des armes, mais après que le jeune maçon Jean Rigollet fut couché mort, et cela sous le coup de leur légitime fureur.

Pour les besoins de leur cause, et dans leur précipitation à se dédouaner de l'action ouvrière, les dirigeants du Parti Communiste ont même inventé des faits qui n'existent pas, puisque en fin de compte les ouvriers n'ont pas pu se procurer les armes et s'en servir.

On a donc adjoint l'épisode de la prison de Nantes. Là non plus les accusations ne tiennent pas debout. Des milliers de travailleurs en colère devant une prison où se trouvent enfermés leurs camarades, que peuvent-ils faire d'autre que d'essayer de les libérer ?

A Saint-Nazaire et à Nantes les

Une fois de plus, « l'agitation », comme l'a écrit la grande presse bourgeoise, reprend dans les usines et les chantiers.

Le numéro de juillet de notre journal attirait déjà l'attention sur les grèves commençant à Saint-Nazaire, puis SIDELOR en Lorraine, S.G.C.M. à la Courneuve, etc.

Bien plus que des phénomènes locaux, elles reflétaient le réveil extrêmement dynamique de la classe ouvrière.

Comme en août 1953, les congés payés ont à peine ralenti la marche en avant de celle-ci.

En plus des succès incontestables jalonnant cette montée, nous assistons à une prise de confiance des travailleurs en leurs propres forces, qui est en train de modifier radicalement l'atmosphère des usines.

Le mouvement de Saint-Nazaire-Nantes comme celui de toute la province, plonge ses racines dans ce système d'exploitation particulièrement cynique et rentable pour les patrons qui consiste à pratiquer des abattements sur les salaires ouvriers bien que le niveau des prix soit rigoureusement le même qu'à Paris.

Devant cela, aucune théorie savante ne peut dissimuler aux travailleurs leur exploitation par le capital. C'est aussi un facteur d'unité tant le sentiment de l'injustice est généralisé.

L'unité des trois unions départementales C.G.T., F.O. et C.F.T.C. réalisée depuis plusieurs années

maintenant, mais aussi les traditions de lutte du prolétariat de la Loire-Inférieure (mise à sac des boîtes de nuit à Nantes en 1946, grève générale en août 1953) peuvent expliquer le rôle assumé par les travailleurs bretons. Cependant, à Saint-Nazaire comme à Nantes, à Brest comme au Havre et à Angers, en Moselle comme dans le Tarn, la colère et la volonté d'en finir des ouvriers sont aussi grandes. C'est à l'échelle du pays et de toutes les corporations que le mouvement se déroule. Aujourd'hui, les couches les plus décisives du prolétariat français y participent (métallurgie, bâtiment, transports, mines, etc...). Les travailleurs sont décidés à combattre, mais ils ne veulent pas une lutte d'usine, de grèves longues et localisées comme ils en ont souffert ces dernières années.

La leçon de Saint-Nazaire, c'est l'occupation des usines et chantiers, ce sont les manifestations et rassemblements dans la rue, le siège des lieux où se réunissent les commissions paritaires (patrons et syndicats).

C'est d'ailleurs ce caractère d'action directe qui frappe d'enthousiasme l'ensemble des ouvriers.

Les travailleurs bretons ont redonné leur vrai sens aux grèves partielles (perlées ou tournantes), devenant un facteur de mobilisation ouvrière.

Ils ont aussi permis de donner dans l'immédiat, une revendication à l'ensemble des travailleurs :

LES DIRIGEANTS NE DIRIGEAIENT PAS

Ce qui est sûr, c'est que les directions dans tout ça ont été débordées.

Tous les témoignages confirment que les dirigeants étaient indécis et n'ont pas dirigé. Dans ce cas, les travailleurs ont pris leurs propres initiatives. Et même si elle estimait que certaines actions étaient erronées, c'est le rôle d'une direction révolutionnaire de défendre les ouvriers, inconditionnellement, et non de les dénoncer, surtout quand elle n'est pas capable de les diriger.

Comme d'habitude, on a appelé les travailleurs les plus révolutionnaires : trotskystes. Mais ce qui veut être une calomnie dans l'esprit des dirigeants staliniens a un tout autre écho dans la classe ouvrière.

LES OUVRIERS SE SOUVIENNENT QUE CEUX QUI ÉTAIENT CONTRE LE « PRODUIRE D'ABORD » ÉTAIENT DES TROTSKYSTES ; QUE CEUX QUI RECLAMAIENT L'ÉCHELLE MOBILE EN 1946-47 ÉTAIENT DES TROTSKYSTES ; QUE CEUX QUI RECLAMAIENT LA GREVE GÉNÉRALE À CE MOMENT-LÀ ÉTAIENT DES TROTSKYSTES.

LES MEILLEURS D'AUJOURD'HUI SONT ENCORE DES TROTSKYSTES : C'EST UNE CHOSE À RETENIR !

Et, comble de l'ignominie, on a repris aussi la vieille calomnie éculée des « attaches policières ». Ceci ne peut être que le fait d'un bureaucrate qui est en dehors de la réalité.

Les travailleurs commencent à vomir ces méthodes. Ils n'admettent pas qu'on discrédite honteusement certains d'entre eux sans preuve, alors qu'ils s'apprécient entre eux, au travail et dans la lutte, surtout après les précédents malheureux de la « Yougoslavie fasciste » et des « assassins en blouse blanche ».

Pourquoi a-t-on fait cela ? Pour préserver l'unité d'action ? Laquelle ?

Celle des ouvriers ? Sûrement pas, étant donné qu'ils étaient tous du côté des « émeutiers » et que la « grande leçon de Nantes et de Saint-Nazaire » — aux dires des dirigeants de la CGT et du PCF — « c'est l'unité à la base ».

Il s'agirait bien plutôt d'une unité au sommet pour empêcher que le mouvement n'aille trop loin. Pour que les ouvriers ne tirent pas à fond les leçons de Nantes et Saint-Nazaire.

Il est significatif que, dès que les combats des ouvriers prennent des formes violentes et débordent quelque peu les directions ouvrières, celles-ci commencent à formuler des réserves.

OU FAJON D'ACCORD D'ABORD

Il n'est que de une idée :

La C.F.T.C. a a sieleghen, dans c'est grâce à la ont pu avoir sat

Seule l'U.D. Fo tude correcte en rejetant l'entière elle se fait taper « Nous préférons bresauts de la v reprendre à son de la Loire-Infér jont jour ».

Mais ce sont l soulèvement révo les militants com

Comment expli du PCF autremen qui soit défavore blocs et à la pro çais avec le gour

Ce sont là des révolutionnaire d qui ne veulent p aller.

Ils ont employe contre des mani d'une direction q est en deçà des p

Quand celle-ci incontrôlable pou

LA SEULE FA OUVRIER QUI M TIF A SA TAILL

et à Nantes les travailleurs ont montré la voie

maintenant, mais aussi les traditions de lutte du prolétariat de la Loire-Inférieure (mise à sac des boîtes de nuit à Nantes en 1946, grève générale en août 1953) peuvent expliquer le rôle assumé par les travailleurs bretons. Cependant, à Saint-Nazaire comme à Nantes, à Brest comme au Havre et à Angers, en Moselle comme dans le Tarn, la colère et la volonté d'en finir des ouvriers sont aussi grandes. C'est à l'échelle du pays et de toutes les corporations que le mouvement se déroule. Aujourd'hui, les couches les plus décisives du prolétariat français y participent (métallurgie, bâtiment, transports, mines, etc...). Les travailleurs sont décidés à combattre, mais ils ne veulent pas une lutte d'usine, de grèves longues et localisées comme ils en ont souffert ces dernières années.

La leçon de Saint-Nazaire, c'est l'occupation des usines et chantiers, ce sont les manifestations et rassemblements dans la rue, le siège des lieux où se réunissent les commissions paritaires (patrons et syndicats).

C'est d'ailleurs ce caractère d'action directe qui frappe d'enthousiasme l'ensemble des ouvriers.

Les travailleurs bretons ont redonné leur vrai sens aux grèves partielles (perlées ou tournantes), devenant un facteur de mobilisation ouvrière.

Ils ont aussi permis de donner dans l'immédiat, une revendication à l'ensemble des travailleurs :

LES QUARANTE FRANCS UNIFORMES POUR TOUS.

C'est cette revendication qu'ont repris métallos, ouvriers du bâtiment, etc... La lutte reprend toujours au niveau où les ouvriers l'avaient laissée lors de leurs combats antérieurs, disait Lénine.

Comme en août 1953, nous retrouvons les comités d'action, la même volonté d'extension, la tendance à la généralisation qui amène inéluctablement la lutte sur le terrain politique.

Le mouvement bénéficie comme en 1936 de la sympathie des petits commerçants et paysans. Dire aujourd'hui, qu'il faut agir comme à Nantes et Saint-Nazaire est insuffisant. Les grèves doivent être considérées dans leur dynamique.

Le gouvernement bourgeois sait bien, lui, la « situation intérieure » et la guerre d'Afrique du Nord.

L'emploi des C.R.S. dans les grèves, le rappel de jeunes soldats ou leur maintien dans l'armée touchent profondément la classe ouvrière.

Il serait inadmissible que la liaison de tous ces problèmes ne soit pas faite par les dirigeants des grandes organisations ouvrières.

Le rapport de forces prétendu défavorable pour ne pas poser de problèmes autres que revendicatifs ne peut plus être invoqué maintenant.

Les travailleurs ont tranché cette question.

On se rappelle qu'au mois de juin, le 30^e Congrès de la C.G.T. propo-

sait l'unité d'action aux autres centrales syndicales.

Qu'en est-il maintenant ?

Le moment est favorable. Le mouvement d'unité à la base ne peut qu'être favorisé par une campagne systématique d'unité au sommet.

Présentement, cela s'impose en premier lieu.

Le combat économique réclame son complément sur le terrain politique. Le P.C.F. qui, de toutes les formations politiques françaises, est la seule à ne pas poser la question du Gouvernement, ne peut tarder davantage.

Toutes les occasions favorables doivent être mises à profit pour propulser le front unique des organisations politiques et syndicales, du P.C.F. et du P.S., de la C.G.T. et de F.O. Les propositions d'unité au sommet et à la base doivent se généraliser. Les perspectives offertes aux travailleurs sont à ce prix.

« Nous sommes en 1788... disait Mendès-France lors d'un congrès radical tenu peu après les grèves d'août 1953.

En dehors du fait que la victoire prolétarienne n'a rien de commun avec un quelconque renouveau de la bourgeoisie décadente, ceci paraît définir assez bien vers quels événements grandioses évolue le mouvement ouvrier français.

Le pouvoir, la voilà la tâche numéro un.

C'est aux marxistes-révolutionnaires, aux trotskystes, qu'il appartient de l'exprimer clairement et de tracer la voie.

R. DUPARC.

COMMUNIQUÉ

adressé à la Presse le 21 août par le Bureau Politique

Le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale) proteste vivement contre les calomnies lancées une fois de plus par les dirigeants du Parti Communiste Français contre les trotskystes, à propos des événements de Saint-Nazaire et de Nantes.

Entre autres, les ignominies parues sous la plume d'Etienne Fajon dans « L'Humanité » du 20 août 1955 à propos des « trotskystes » dont « les attaches policières sont connues », et qui seraient responsables des « provocations », sont caractéristiques de la mentalité des bureaucrates incorrigibles, élevés à l'école du mensonge, de la calomnie et du crime de Staline. Ils ont toujours de la peine à réaliser que ces méthodes, monnaie courante du vivant de leur maître, ne paient plus et ne feront qu'augmenter le discrédit de ces éléments auprès des travailleurs critiques.

Ces bureaucrates embourgeoisés, champions à nouveau de l'ordre de la « coexistence pacifique » dans tous les domaines, sont portés naturellement à ne voir que « provocations » dans l'explosion de la juste colère des travailleurs de Saint-Nazaire et de Nantes, exaspérés par l'injustice du patronat avide de profits, et la brutalité déchaînée de la police de l'Etat bourgeois. Ils croient pouvoir dicter à la classe ouvrière une stricte conduite et circonscrire sa lutte dans le cadre compatible avec leur politique du moment, elle-même déterminée par les impératifs de la politique extérieure de la bureaucratie soviétique.

Le Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale) ne préconise ni l'action terroriste individuelle, ni le putschisme. Mais, en tant qu'organisation marxiste révolutionnaire, qui partage la peine quotidienne des travailleurs les plus humbles, comprend parfaitement les actes spontanés des éléments de la classe ouvrière voulant libérer des prisons leurs camarades arrêtés, ou s'armer pour se défendre dans le cadre d'un véritable soulèvement de masse comme celui provoqué à Saint-Nazaire et à Nantes par l'attitude du patronat et les interventions sanglantes de la police.

Le P.C.I. se considérerait déshonoré de juger avec le sang froid détaché et, à vrai dire, le révoltant cynisme bureaucratique d'un Etienne Fajon, les masses travailleuses en action.

VIVÉ LA LUTTE HEROIQUE DES TRAVAILLEURS DE NANTES ET DE SAINT-NAZAIRE !

VIVE LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS !

Pour le Bureau Politique du P.C.I.
Section française de la IV^e Internationale,
Pierre FRANK.

PAS

ans tout ça ont été

es dirigeants étaient
travailleurs ont pris
stimait que certaines
direction révolution-
nellement, et non de
capable de les diriger.
ailleurs les plus révo-
t être une calomnie
tout autre écho dans

QUE CEUX QUI
ABORD » ETAIENT
UI RECLAMAIENT
T DES TROTSKYS-
LA GREVE GENE-
S TROTSKYSTES.

ONT ENCORE DES
A RETENIR !

ssi la vieille calomnie
peut être que le fait
réalité.

s méthodes. Ils n'ad-
certains d'entre eux
ux, au travail et dans
oureux de la « Yougo-
se blanche ».

per l'unité d'action ?

onné qu'ils étaient
« grande leçon de
des dirigeants de la
se ».

mmet pour empêcher
que les ouvriers ne
Saint-Nazaire.

ts des ouvriers pren-
nelque peu les direc-
muler des réserves.

OU FAJON ET BOTHEREAU SE RETROUVENT D'ACCORD COMME AU TEMPS DU « PRODUIRE D'ABORD »

Il n'est que de voir la position des syndicats pour se faire une idée :

La C.F.T.C. a épousé la théorie de la provocation et R. Vansieleghen, dans « Syndicalisme », nous apprend que finalement, c'est grâce à la médiation que les travailleurs de Saint-Nazaire ont pu avoir satisfaction !

Seule l'U.D. Force Ouvrière de la Loire-Inférieure a une attitude correcte en ce qui concerne les incidents de Nantes, en en rejetant l'entière responsabilité sur les forces de police... mais elle se fait taper sur les doigts par Bothereau qui leur rappelle : « Nous préférons le système de l'avance permanente aux soubresauts de la violence et aux risques de l'aventure » ; et de reprendre à son tour, contre l'avis de l'Union Départementale de la Loire-Inférieure, la thèse des « provocations qui déjà se font jour ».

Mais ce sont là des dirigeants réformistes qui craignent le soulèvement révolutionnaire des masses. Que pensent, par contre, les militants communistes de l'attitude de leur Parti ?

Comment expliquer l'attitude de Fajon et autres dirigeants du PCF autrement que par leur désir de ne pas créer de climat qui soit défavorable à la coexistence idyllique entre les deux blocs et à la prochaine rencontre des dirigeants bourgeois français avec le gouvernement soviétique.

Ce sont là des plans qui ne tiennent pas compte de la montée révolutionnaire des masses et qui réservent des surprises à ceux qui ne veulent pas diriger la classe ouvrière là où elle veut aller.

Ils ont employé le terme « éléments incontrôlables » à l'encontre des manifestants de Nantes. Ceci est la caractéristique d'une direction qui veut limiter l'action des travailleurs et qui est en deçà des possibilités de la classe ouvrière.

Quand celle-ci se soulèvera pour l'assaut décisif, elle deviendra incontrôlable pour ceux qui voudront contrecarrer ses aspirations.

LA SEULE FAÇON DE CONTROLER LE MOUVEMENT OUVRIER QUI MONTE, C'EST DE LUI DONNER UN OBJET A SA TAILLE : LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS.

P. VINCENT

GRANDE-BRETAGNE

Plus de 8 millions de travailleurs (métallurgistes des chantiers maritimes, cheminots et employés de magasins) réclament une augmentation de salaires ou une réduction des heures de travail. Le développement du mouvement pose le problème de son extension à toutes les catégories de travailleurs. L'unité de fait qui se réalise entre les deux syndicats rivaux des chemins de fer est un signe de la combativité ouvrière. Le poids de ces luttes se fera sentir sur le prochain congrès du Labour Party.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Deux grèves ont éclaté, l'une dans les chantiers navals de Hambourg, l'autre à Cassel dans des usines de locomotives. Ce dernier conflit a été entrepris contre la volonté des dirigeants syndicaux. L'exemple a porté puisque, dès lors, des demandes d'augmentation ont été avancées dans tous les pays. Métallurgistes et mineurs sont à l'avant-garde de cette nouvelle montée. La direction social-démocrate a pu limiter la bataille engagée l'an dernier par les masses contre le réarmement. Il lui serait plus difficile de s'opposer à une nouvelle vague de luttes.

ETATS-UNIS

Depuis la signature des accords sur le salaire annuel garanti par Ford et General Motors, les grèves se multiplient aux Etats-Unis. Le patronat

Dans le monde entier

la classe ouvrière se dresse et lutte

La presse ouvrière, à l'instar des journaux bourgeois, accorde plus de place aux potins diplomatiques qu'aux luttes ouvrières. Celles-ci se développent pourtant de façon constante ; chaque jour, elles se généralisent, gagnant de nouveaux pays. Le relâchement momentané de la tension internationale agit comme un stimulant sur les masses. La situation économique favorable les incite à arracher à la bourgeoisie les concessions les plus considérables possibles. Qu'il s'agisse de grèves pour le niveau de vie ou de batailles nettement politiques, tous ces combats sont marqués d'un même caractère offensif. Tous ouvrent la perspective de nouvelles victoires du mouvement ouvrier.

cherche visiblement à éviter l'épreuve de force. Les 139.000 ouvriers de Chrysler ont obtenu, après huit heures de grève, la signature d'un contrat de salaire annuel garanti. Il en a été de même, après une grève de six heures pour les 24.000 ouvriers de l'American Motors.

CHILI

Les travailleurs chiliens ont accumulé les luttes depuis plusieurs mois. A l'heure actuelle, la grève générale paralyse presque complètement le pays. Le président Ibanez a fait arrêter plus de 600 syndicalistes ; il vient d'exiger des pouvoirs spéciaux. Mais, malgré ces mesures, le Chili s'achemine vers une crise de grande envergure.

ARGENTINE

C'est la classe ouvrière, organisée dans la C.G.T. péroniste, qui vient d'apporter une solution à la crise politique que connaît l'Argentine depuis trois mois. En s'appuyant sur le prolétariat, Péron avait pu endiguer partiellement la révolte de l'armée. En parvenant à mobiliser en sa faveur les travailleurs argentins, il vient de renforcer sa position face aux oppositions militaire, catholique et radicale. Mais son jeu de bascule entre les forces politiques en présence devient plus difficile. L'activité de la classe ouvrière argentine, même si elle est encore très confuse, est une garantie de développements progressifs de la situation.

J. ROBLIN

BORDEAUX

La tension du mouvement revendicatif des ouvriers bordelais est redescendue au point mort. Et si apparemment cette baisse peut être imputée à la période des congés avec sa fermeture des usines, la cause majeure de cette pose est l'échec de la grève des traminots.

Au début du mois de juillet, il était toujours possible, si les directions syndicales avaient voulu et surtout su coordonner les diverses actions, de lancer un mouvement d'ensemble, action générale que tous les travailleurs désiraient. La grève générale de 24 heures des métallurgistes le lundi 4 juillet, à laquelle participèrent 5.000 ouvriers, est là pour le prouver.

Mais cette grève des traminots a fait hésiter les travailleurs et laissé peut-être dans le désarroi, malgré leurs rododantades, les directions syndicales. Partie dans l'unité totale, se poursuivant dans le courage de tous, elle semblait sans issue.

Le mouvement s'est terminé à bout de souffle, les grévistes ayant perdu rapidement l'initiative du combat. La direction put faire alors la démonstration que c'est elle qui tenait l'issue du mouvement en lock-outant les ouvriers des ateliers de réparation et d'entretien.

Les métallurgistes pouvaient encore intervenir et, en se lançant dans le combat à l'occasion de leur grève de 24 heures du 4 juillet, redonner l'avantage aux traminots et régler rapidement, par un mouvement de masse, la revendication générale de tous les travailleurs de Bordeaux : l'augmentation substantielle des salaires. Mais les directions syndicales maintinrent la cloison des corporations, incapables de comprendre ou ne voulant pas comprendre ce qu'enseignait l'impasse dans laquelle se perdait la grève des traminots. Si beaucoup d'ouvriers comprirent que l'unité, la combativité des travailleurs ne suffisait plus pour avoir la victoire, si la lutte restait corporative, si elle ne s'étendait pas à l'ensemble des travailleurs, ils n'eurent pas l'audace de l'attaque sans une direction.

Et les directions syndicales, au meeting qui rassembla les métallos le 4 juillet n'eurent pas un mot, même de solidarité, pour la grève des traminots. La résolution adoptée à l'issue du meeting ignore la grève des transports. Le lendemain les métallos reprenaient le travail et les traminots se voyaient obligés d'arrêter leur grève le 9 juillet après 20 jours d'une lutte courageuse menée jusqu'au bout dans l'unité totale, sans rien d'autre que des promesses de discussion sur les revendications faites par la direction.

Cette nouvelle expérience amère que viennent de vivre les travailleurs bordelais, mal dirigés, si elle peut repousser à plus loin le nouveau départ d'un mouvement, ne restera pas négative. Sa leçon, son enseignement seront tirés par les travailleurs et les directions syndi-

cales devront s'ouvrir les yeux, savoir définir la perspective d'un combat d'ensemble, utiliser une situation favorable et ne plus laisser crever sous les yeux des travailleurs un mouvement magnifique comme le fut la grève des traminots.

R. NUMA.

Le 15 août 1955.

P.-S. : Tous les travailleurs de Bordeaux ont appris avec indignation les incidents provoqués par la police les 8 et 9 août à Nantes.

Depuis deux jours, dans les usines, aux rentrées du matin et de l'après-midi, les ouvriers commentent les informations reçues sur l'action de leurs camarades nantais. Et ce n'est pas tellement dans un sentiment d'émotion, comme l'écrivent les rédacteurs geignards des communiqués des syndicats, que vont les commentaires, mais dans un sentiment de fierté pour le courage des travailleurs de Nantes et de colère et de haine envers la répression.

Pour situer le climat actuel qui règne parmi les travailleurs bordelais, il faut citer le sentiment des ouvriers inorganisés. Ce sentiment j'ai pu le remarquer dans l'atelier où je travaille et dans lequel se retrouvent chaque jour une centaine d'ouvriers sans syndicat depuis plusieurs années. Leur volonté, leur désir d'entrer en lutte est aussi grand que parmi les travailleurs organisés et la lutte des ouvriers de Saint-Nazaire et de Nantes a été un choc bousculant assez leur état d'esprit de méfiance et d'incroyance dans la lutte ouvrière.

Mais il y a encore un autre fait important. La C.G.T. et le Parti Communiste Français ont condamné la répression policière et aussi violemment les agents provocateurs trotskystes. Et si les travailleurs n'ont pu toujours décerner clairement dans cette condamnation braillarde et soudaine des provocateurs, la condamnation en fait de toute manifestation de défense des ouvriers attaqués et surtout de l'action décidée et résolue, ils n'ont pas voulu entendre cette mise en garde envers « les éléments incontrôlables ». Non, parce qu'ils ne croient pas à la provocation, c'est une activité trop connue dans le mouvement ouvrier, mais parce que chacun se sent assez de volonté et de décision pour assurer leur revendication et parce qu'ils ont senti, compris le sentiment qui animait leurs camarades de Nantes devant un patronat qui les baffouait.

Et, ici, à Bordeaux, il reste encore le souvenir, que les vieux travailleurs entretiennent, de l'année 1928 quand les métallos et les dockers étaient partis à l'assaut de la prison du Fort du Hâ. Il n'y avait pas de provocateurs, mais deux milles travailleurs décidés à répondre à l'insulte qui leur était faite par l'emprisonnement d'un de leurs camarades.

R. NUMA.

21 août 1955.

CHEZ RENAULT

Renault a rouvert ses portes. Là aussi, comme partout en France, la conscience ouvrière se réveille à la suite des événements de Nantes et de Saint-Nazaire.

On connaît par ce journal les difficultés de cette usine.

Dans cette ville la plus politique de France, le problème des perspectives se pose plus que n'importe où ailleurs.

Il faut surmonter la politique paternaliste de la direction, l'attitude réformiste des organisations syndicales autres que la C.G.T. qui en est la conséquence, le poids des échecs des luttes passées, etc...

Pour l'instant, la fête de l'Humanité a monopolisé le temps et les préoccupations des militants P.C.F. ce qui explique sans doute le retard marqué par le syndicat C.G.T. dans la campagne revendicative. Ainsi, tous les autres syndicats en ont profité pour apposer une affiche sur les panneaux syndicaux réclamant un accord de salaires. Ils se sont d'ailleurs contentés de cette manifestation formelle. Ils se sont bien gardés de chiffrer une revendication en espérant que la Direction déciderait préventivement de « lacher du lest » en prévision d'une aggravation de la situation.

Le S.I.R. a même déjà expliqué qu'il était prêt à rendre dépendant de la productivité, cet accord de salaires.

Le syndicat F.O., jouant au plus radical, a décidé de ne plus assister aux réceptions de délégués se refusant à « jouer les pantins ». Sans s'orienter vers la mobilisation des ouvriers, cela ne reste qu'une « attitude théâtrale ». Il n'a pas précisé s'il refusait aussi, désormais, toute démarche séparée dans les

coulisses de la Direction, ce qui fut trop souvent sa politique.

Encore une fois, l'avenir des travailleurs de l'usine est déterminé par la politique de l'organisation la plus décisive, la C.G.T.

Une assemblée générale des militants de commission exécutive a eu lieu mercredi 31. Une soixantaine de présents.

Le bureau du syndicat, par la bouche d'Apostolo, a proposé la consultation des ouvriers dans les sections syndicales sur la revendication à formuler (cela va durer au moins une semaine).

« Comme à Saint-Nazaire, a-t-il dit. Il faut décentraliser encore les sections syndicales, jusqu'à la chaîne, jusqu'à des morceaux de chaîne, etc... a-t-il conclu, pour être le plus près possible des travailleurs.

Les ouvriers réclament autre chose que des formules organisationnelles. Les 40 francs uniformes pour tous, une campagne systématique, des propositions d'unité aux autres syndicats, sont bien plus décisifs.

Apostolo a même fait dépendre, dans son rapport, les propositions d'unité syndicale, des progrès de l'unité à la base.

Encore une fois, sommet et base sont opposés arbitrairement.

Il a terminé en disant qu'il fallait combattre la politique du TOUT ou RIEN, la nostalgie de la grève générale, etc... Pas de fébrilité, quoi !

Heureusement, dans la réalité, les schémas se brisent vite. On devra revenir comme cela s'est passé déjà plusieurs fois à une plus juste appréciation des choses et à une meilleure politique.

CORRESPONDANT.

AU CONGRÈS DES INSTITUTEURS

Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs, tenu à Bordeaux en juillet dernier, a été le théâtre d'un débat très vif sur la question de l'Afrique du Nord. Une forte majorité s'est prononcée en faveur de la résolution proposée par la direction sortante ; cette motion condamnait en théorie le colonialisme et se refusait en pratique à tout désaveu de la répression, à toute action réelle en solidarité avec le peuple algérien. Il s'agit là d'un vote aux effets très néfastes, si l'on tient compte du rôle particulier que tient le S.N.I. dans la Fédération de l'Education Nationale, et aussi de la place de cette dernière dans le mouvement syndical.

Les instituteurs autrefois syndiqués à la C.G.T. ont mené le bon combat contre la majorité. En commun avec les membres de l'Ecole Emancipée, ils sont parvenus à gagner la majorité de quelques sections départementales. Mais, malgré l'exemple donné par plusieurs d'entre eux, expulsés d'Algérie par l'administration, ils n'ont pu l'emporter finalement.

La défaite ainsi subie par l'oppo-

sition sur cette question doit amener tous ses membres à réfléchir sur la tactique à suivre dans les mois à venir.

La tâche de l'opposition est d'amener l'éclatement de la majorité qui regroupe un grand nombre d'éléments valables. Mais pour parvenir à un tel but, manœuvres et accommodations n'ont aucune efficacité. En votant, sans amendements, la motion d'orientation générale de la majorité, les instituteurs communistes, ou anciens membres de la C.G.T. n'ont guère contribué à clarifier les raisons de leur opposition, à convaincre les autres syndiqués. Il ne s'agit certes pas d'adopter l'attitude d'opposition frénétique de l'Ecole Emancipée, qui s'est avérée incapable de gagner aucun membre depuis plusieurs années. Il s'agit d'élaborer une plate-forme d'opposition, un programme d'action qui relie aux luttes de tout le mouvement ouvrier les revendications propres aux enseignants, qui associe les instituteurs à la campagne pour l'unité d'action du prolétariat. Il n'existe pas d'autres bases à une opposition efficace au sein du S.N.I. comme de la F.E.N.

Un Correspondant.

POUR UNE INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE

Lors du voyage de Belgrade, les dirigeants du P.C. de l'U.R.S.S. et ceux de la ligue des Communistes yougoslaves, ont traité de questions intéressant le mouvement ouvrier international et plus particulièrement les militants communistes.

Un bref communiqué nous a appris que le C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. a approuvé le rapport de Khrouchtchev sur ces entrevues, mais n'a rien révélé sur leur contenu. Quant aux Yougoslaves, ils n'ont encore rien dit officiellement ; mais d'une part, ils ont mentionné la responsabilité personnelle de Staline (déclaration de Tito à des visiteurs), ils ont soulevé dans leur presse et dans la radio la nécessité de réhabiliter les hommes exécutés en Hongrie ou en Albanie comme titistes ; enfin Vlahovic écrit un article sur la question d'une nouvelle Internationale ouvrière.

Il va de soi que nous soutenons de toutes nos forces la demande de réhabilitation des victimes de procès infâmes sans nous limiter à la période qui a suivi 1948, mais en exigeant qu'elle soit élargie aux procès de Moscou de sinistre mémoire.

Mais nous devons aussi dire que nous ne saurions nullement approuver les méthodes en cours, tant du côté soviétique que du côté yougoslave, pour traiter les plus importants problèmes du mouvement ouvrier.

Que voyons-nous en effet ? Des dirigeants qui ne posent pas clairement les problèmes devant les organisations qui n'exposent pas aux militants les points de vue qui s'affrontent, qui appellent encore moins les militants à donner leur point de vue. Nous voyons chaque direction — du haut de sa puissance comme d'action d'Etat — prononcer des jugements, faire une propagande pour que les militants les approuvent sans plus

autrement dit, la situation objective pose aux dirigeants des problèmes qu'ils ont niés dans le passé, mais ils ne sont nullement disposés à renoncer à leurs méthodes bureaucratiques. Comme de juste, les dirigeants du P.C.F. font la plus piètre figure en cette circonstance. Plusieurs d'entre eux sont allés passer leurs vacances en U.R.S.S. ! Ils se gardent bien de mentionner les interventions des différents dirigeants yougoslaves. Il leur faut bien sûr attendre des directives, une solution décidée au-dessus d'eux, pour prendre position.

En attendant que ces « dirigeants » s'expriment, nous n'avons pour notre information que le point de vue des Yougoslaves sur l'Internationale. Ils veulent constituer un organisme qui rassemble tous les mouvements qui se réclament du socialisme, ce qui, sur le plan des masses, signifie avant tout grouper les P.C. et les P.S. dans une même Internationale. Vlahovic se réfère à ce sujet à des déclarations d'Engels et à l'attitude de Marx, lors de la fondation de la première Internationale. Mais il oublie d'examiner ce qu'a été l'attitude de Marx et d'Engels plus tard. La première Internationale n'a pas été que fondée ; elle a vécu et a été dissoute ; elle a connu des luttes fractionnelles, et Marx a lutté pour obtenir l'exclusion des bakouninistes.

Vlahovic oublie aussi que la deuxième Internationale a été une organisation rassemblant pratiquement tous ceux qui se revendiquaient du socialisme avant 1914, et qu'à cette date elle a failli à son rôle. Il oublie aussi que la Ligue des Communistes Yougoslaves a ses origines dans la troisième Internationale créée par Lénine et Trotsky non pour rassembler réformistes et révolutionnaires, mais pour forger une avant-garde révolutionnaire mondiale.

On a tout à fait l'impression que la position

des Yougoslaves est beaucoup moins dictée par l'expérience internationale du mouvement ouvrier que par leur désir d'être en bons termes avec l'Est et l'Ouest sur le plan étatique, et, partant, avec les P.C. et les P.S. sur le plan du mouvement ouvrier.

C'est une position qui ne peut être que catastrophique au plus haut degré. La dégénérescence des P.C. et de l'Internationale communiste a commencé au moment où, avec Staline, le gouvernement soviétique, représentant alors les intérêts de la bureaucratie, a subordonné la politique des mouvements communistes aux intérêts de la diplomatie soviétique.

Il n'y aura pas d'Internationale viable si elle ne rassemble pas des partis unis sur un programme minimum qui, aujourd'hui, est la lutte révolutionnaire pour le pouvoir prolétarien.

Il n'y aura pas d'Internationale viable si elle ne rassemble pas des partis qui conserveront leur autonomie de détermination politique par rapport à tous les gouvernements des Etats ouvriers.

Il n'y aura pas d'Internationale viable si elle ne rassemble pas des partis fonctionnant suivant le centralisme démocratique et si elle-même n'est pas régie suivant les mêmes règles. Une organisation dans laquelle Khrouchtchev décidera ce qui est bon pour les ouvriers soviétiques, Tito ce qui est bon pour les ouvriers yougoslaves, Attlee ce qui est bon pour les ouvriers anglais, et un tandem Thorez-Guy Mollet s'il pouvait jamais se constituer, ce qui est bon pour les ouvriers français, ce n'est pas, ce ne sera pas une Internationale. La classe ouvrière n'a pas besoin de tuteurs ; elle est majeure. Les ouvriers de Moscou, Berlin, Belgrade, Londres, Paris, Shanghai, etc., n'ont pas besoin de censeurs qui veillent à ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas lire ou entendre. La démocratie doit mettre à leur disposition toutes les positions qui s'affrontent et leur permettre de prendre position en pleine connaissance.

Et ceci est vrai, dès maintenant, sur la question de la nouvelle Internationale. C'est pourquoi le Secrétariat International de la IV^e Internationale, dans une déclaration du 8 août, sur l'article de Vlahovic, préconise, avant que toute décision soit prise en la matière, les propositions suivantes :

Qu'une Conférence préliminaire soit convoquée, ouverte à toutes les tendances qui se réclament du marxisme révolutionnaire, afin d'examiner ce que doivent être les grandes lignes du programme, des statuts, de l'organisation d'une nouvelle Internationale prolétarienne de masse, qui veut œuvrer effectivement à la prise du pouvoir par le prolétariat sur l'échelle internationale et à la construction d'une véritable société socialiste démocratique ;

Que cette Conférence préliminaire engage ensuite une discussion publique démocratique dans les organisations qui y participeraient et dans toute la classe ouvrière, sur les idées émises et sur les propositions faites à cette Conférence, afin de préparer le programme et les statuts de la nouvelle Internationale prolétarienne de masse à construire.

Ces propositions, tous les communistes conscients ne peuvent que les adopter et les défendre. **Pierre FRANK.**

Le numéro de septembre de *IV^e Internationale* est sous presse.

Au sommaire :

L'Editorial sur la situation internationale, Notes éditoriales sur les grèves en France ..

Les Yougoslaves et l'Internationale. .. Avant le Congrès du Labour Party. .. La conférence de l'Energie atomique, etc.

Articles sur l'Argentine, les Indes, le Brésil, l'Afrique du Nord, etc.

A l'occasion du 15^e anniversaire de la mort de Léon Trotsky.

Un inédit de Rosa Luxembourg. A propos du livre de Merleau-Ponty : *Les Aventures de la Dialectique*.

Documents et Nouvelles de l'Internationale, etc.

Abonnements et commandes à Pierre Frank, 64, rue de Richelieu - Paris

15^e Anniversaire de la mort de Léon TROTSKY

Il y a quinze ans un agent de Staline assassinait Léon Trotsky. Dans les plus difficiles conditions d'entre les deux guerres, il a su continuer l'œuvre de Lénine, maintenir et enrichir le marxisme révolutionnaire militant. C'est avec ferveur que nous évoquons comme chaque année le souvenir de Léon Trotsky, dont la pensée et l'action apparaissent avec plus de relief que jamais comme s'étant exercées dans une juste direction historique.

Pour un marxiste, l'œuvre de Léon Trotsky ne peut être jugée par les côtés secondaires de telles ou telles estimations ou perspectives aujourd'hui invalidées, mais par ses analyses et ses théories qui couvrent et dominent toujours des réalités et des problèmes essentiels de notre temps, et par sa méthode.

Trotsky avait beaucoup insisté dans ses écrits concernant les problèmes soulevés par la dégénérescence de l'URSS sur le facteur temps pour conclure sur telles ou telles appréciations de l'URSS, et du caractère révolutionnaire ou non de notre époque.

Face au développement de la révolution coloniale ou chinoise, Léon Trotsky aurait la satisfaction immense de voir à quel point ces exemples illustrent et vérifient les lignes fondamentales de sa théorie de la révolution permanente.

D'autre part, depuis la mort de Staline, on ne peut que s'étonner de la vitesse avec laquelle s'amplifie la crise de direction de la bureaucratie soviétique en URSS, au prise avec les problèmes et les difficultés hérités du régime de Staline et aggravés depuis.

L'analyse faite par Léon Trotsky de ce processus est allée au fond des choses et se confirme pleinement.

La lutte de Léon Trotsky contre la

théorie du socialisme dans un seul pays qui paraissait à certains comme n'ayant qu'un caractère doctrinaire abstrait s'avère être fondamentale, non seulement à cause des implications internationales de cette théorie, mais également à cause de ces implications intérieures qui déforment et faussent le sens et l'orientation à donner à la reconstruction socialiste dans un seul pays en attendant le triomphe de la révolution mondiale.

Le socialisme sera international ou ne sera pas, voilà ce que Léon Trotsky a explicitement mis en lumière, en toute clarté avant que l'expérience stalinienne dans les domaines international et national, n'accumule ses erreurs et ses méfaits.

Grâce à l'œuvre de Léon Trotsky, à sa pensée et à sa méthode, qui sont celles du marxisme-révolutionnaire vivant, le mouvement qu'il a créé, la IV^e Internationale, nous avons pu élaborer et tenir à jour un programme complet embrassant tous les domaines essentiels de la théorie et de la pratique du mouvement communiste à notre époque, un programme qui correspond à ses besoins, qui réponde à ses problèmes.

Nos conditions de travail actuel partent de ces facteurs et nous sont imposés par la réalité du mouvement ouvrier international, dont nous tirons seulement ainsi le meilleur parti possible pour la reconstruction d'un véritable mouvement marxiste-révolutionnaire de masse et pour la formation de cadres individuels marxistes-révolutionnaires.

Car pour ces derniers, ainsi que nous l'avait appris Léon Trotsky, il n'y a meilleure justification de leur travail, ni meilleure satisfaction personnelle que d'agir dans le sens de l'histoire et de préparer l'avenir.

C'EST LA PERSPECTIVE DU POUVOIR PROLÉTARIEN QU'IL FAUT OUVRIR

(Suite de la page 1)

Le gouvernement bourgeois parviendra-t-il encore une fois à se maintenir en place malgré tout ?

Pour l'issue des combats gigantesques dont les événements d'août ont été les prémisses, une réponse claire à ces deux questions est décisive. Aucune victoire des travailleurs ne sera garantie tant que le gouvernement sera aux mains des capitalistes.

Mais encore une fois les directions ouvrières se taisent !

Dans son rapport à l'Assemblée d'Information des communistes de la Région parisienne, le 30 août, Marcel Servin n'aborde pas ce problème. La prochaine visite de Faure en URSS domine plus leur politique que les aspirations des travailleurs de France et des peuples opprimés d'Afrique du Nord.

La presse bourgeoise a relevé l'étrange silence de la Pravda sur la guerre qui commence en Algérie et au Maroc. Ce journal se garde de développer une position susceptible de chagriner son « interlocuteur » français. Et que penser de la précipitation avec laquelle Etienne Fajon a crié à la « provocation » quand les ouvriers de Nantes, par la violence de leur assaut, ont laissé présager que ce qui était et reste en question ce ne sont pas seulement les 40 francs, mais le régime de misère et de répression qu'ils veulent abolir ?

Quels que soient les objectifs momentanés de la diplomatie soviétique, une chose est sûre : LE MOUVEMENT COMMENCE EN FRANCE ET EN AFRIQUE DU NORD NE S'ARRÊTERA PAS.

Au mois d'août 1953, au plus fort du mouvement, les travailleurs en grève, après 15 jours de lutte seulement, posaient la question du renversement du gouvernement et de son remplacement par un gou-

vernement « A EUX ». QUE LE MOUVEMENT ACTUEL SE GÉNÉRALISE ET IL NE FAUDRA PAS 15 JOURS POUR QUE LA QUESTION SE POSE !

La tâche d'une direction ouvrière digne de ce nom n'est pas seulement de prévoir, mais de préparer et de hâter une telle situation.

C'est, dès maintenant, de proposer clairement aux travailleurs de lutter pour instaurer un gouvernement des organisations de la classe ouvrière.

Si une campagne systématique était faite par la direction du PCF — sur les bases de propositions au comité directeur du PS — en vue d'organiser la lutte commune pour l'instauration d'un tel gouvernement, quelle que soit la réponse du PS, l'écho rencontré dans la classe ouvrière par une telle proposition serait énorme. Elle aurait, sur les luttes qui ont déjà commencé, un effet amplificateur et unificateur décisif. Aucun gouvernement bourgeois n'y résisterait.

Avant que dans les faits, très rapidement peut-être, les combats de la classe ouvrière ne mettent ce problème à l'ordre du jour immédiat, et pour qu'il soit résolu sans faux-frais pour les travailleurs, ceux qui sont à l'avant-garde des luttes, les militants ouvriers révolutionnaires, les militants du PCF en premier lieu, doivent le soulever dans leurs organisations et exiger qu'elles le résolvent.

Vive la grève générale des travailleurs de France.

Vive la lutte commune des ouvriers français et des peuples d'Afrique du Nord.

Vive le Front Unique de toutes les organisations ouvrières.

Vive le gouvernement PCF-PS.

L. PERIER.

Nous avons reçu des Camarades d' " Action Communiste " Italiens, la lettre suivante

Milan, 25 juillet 1955.

Chers camarades,

Nous sommes très préoccupés par le fait que *Le Figaro* du 24 juin, dans un article signé par Michel-P. Hamelet, article dont nous avons pris connaissance aujourd'hui à confondu l'activité des camarades du groupe « Action Communiste » avec celle de l'organisation contre-révolutionnaire et anti-communiste du « Front du Travail », allant même jusqu'à parler de contacts entre le camarade Seniga et l'ex-communiste Cavallo, qui dirige cette seconde organisation.

Le *Front du Travail*, comme *Paix et Liberté*, sont des instruments de lutte des patrons et, en tant que tels, notre lutte et notre action sont aussi dirigés contre eux.

Pour éviter des équivoques « intéressées », nous nous adressons à vous pour vous demander, dans le cas où *Le Figaro* ne publierait pas notre démenti (dont nous vous joignons copie), de bien vouloir faire paraître sur votre journal *La Vérité des Travailleurs*, notre rectificatif, afin que les camarades français comprennent bien l'origine et la nature de notre action, qui ne peut rien avoir de commun avec ces organisations de propagande patronale et anticommuniste.

En vous remerciant, nous vous saluons fraternellement.

Pour les camarades d'Action Communiste.

LIBERTÉ D'EXPRESSION !

A la suite de la saisie du journal *La Vérité*, le Bureau politique de notre Parti a adressé la lettre suivante au Comité de rédaction de ce journal :

Camarades,

Le Bureau politique du Parti Communiste Internationaliste, section française de la IV^e Internationale, élève sa protestation contre la saisie de *La Vérité* et contre les méthodes policières utilisées pour empêcher ce journal d'être imprimé.

Il vous exprime à cette occasion sa solidarité entière.

L'ÉTAT D'URGENCE A PARIS

Avant d'être étendu à tout le territoire algérien, l'Etat d'urgence a fait son apparition dès le 30 juillet à Paris, dans le dix-huitième arrondissement. La Préfecture de Police, aidée par la presse pourrie, a fait un ignoble amalgame dans le but de discréditer l'émigration algérienne et de camoufler le fond politique de son opération.

Le plus triste, c'est que les grands partis ouvriers ont partiellement donné dans le panneau et n'ont pas riposté avec la vigueur qui s'impose à cette atteinte intolérable aux libertés les plus élémentaires, en plein centre de la capitale. Notre parti a immédiatement élevé sa protestation dans un communiqué adressé à la presse le 2 août 1955 :

LE BUREAU POLITIQUE du Parti Communiste Internationale (Section Française de la IV^e Internationale),

— S'élève contre l'encerclement policier d'un quartier du dix-huitième arrondissement de Paris. Il dénonce les mesures racistes tendant à étendre l'état d'urgence contre les Nord-Africains jusque dans Paris.

— Il appelle toutes les organisations ouvrières — Parti Communiste, Parti Socialiste et Syndicats — à réaliser un Front Unique pour mobiliser les travailleurs français contre ces mesures anti-démocratiques et racistes.

La Révolution Nord-Africaine

(Fin)

Au Maroc comme en Algérie, le mouvement actuel a surgi presque spontanément et est parti des militants de base, principalement ouvriers, des organisations nationalistes ou syndicales. Ce mouvement mérite toute la sympathie et un soutien entier des prolétaires français.

Nous ne pouvons nous laisser prendre au piège des campagnes impérialistes sur les violences et les atrocités commises par les résistants algériens ou marocains à l'égard des femmes et enfants européens, etc. C'est le régime colonialiste avec sa violence et sa discrimination raciale permanente qui est le grand responsable du caractère que prend la lutte. La haine raciale distillée à un degré inouï par la majeure partie de la population européenne... où les femmes ne sont pas les moins ardentes... récolte ses fruits empoisonnés. Le F.T.P. parisien s'attaquant au coin de la rue au premier

Lettre adressée par le

Bureau Politique P. C. I.

au Leader Algérien Messali Hadj

Cher Messali Hadj,

A l'occasion des horribles massacres commis par les troupes françaises dans le Nord-Constantinois depuis le 20 août, notre Parti désire réaffirmer l'entière solidarité qu'il éprouve vis-à-vis du peuple algérien. Vous savez que cette solidarité n'est pas pour nous un vain mot. Dans toute la mesure de nos forces, nous faisons l'impossible pour soutenir la juste cause du peuple algérien.

Tous nos militants luttent dans leur sphère en vue de rendre plus efficace l'aide sans réserve que le prolétariat français se doit d'accorder à ses frères algériens. La difficulté que le prolétariat français éprouve à engager avec l'ampleur voulu l'aboutissement de ses revendications de classe. Le désir de tous les travailleurs conscients et des militants de base des grandes organisations ouvrières de venir en aide au peuple algérien est incontestable. Les développements actuels de la lutte en Afrique du Nord rendent cette solidarité chaque jour plus impérieuse et plus urgente aux yeux des travailleurs et de larges couches populaires.

La jeunesse, plus que quiconque, est violemment hostile aux tueries par lesquelles on veut étouffer les revendications légitimes des peuples nord-africains.

Soyez assuré, cher camarade, que la volonté de la base ouvrière fera son chemin et vaincra l'opportunisme des sommets bureaucratiques. Soyez assuré que la solidarité ouvrière finira par s'épanouir et fera triompher les objectifs communs des peuples algériens et français.

Le Bureau Politique du P.C.I.
(Section Française
de la IV^e Internationale).

soldat allemand venu n'atteignait pas davantage le principal responsable de l'occupation étrangère.

Aucune campagne réactionnaire ne saurait ternir la grandeur historique du combat mené par les masses nord-africaines luttant pour leur indépendance totale qui méritent tout autant la solidarité prolétarienne que l'Espagne républicaine de 1937.